

Genève, le 28 septembre 2018

Attaque des services publics – ça suffit !

Cette année encore le Conseil d'Etat présente un budget d'austérité et demande à tous faire des efforts pour prévenir un déficit de recettes fiscales. La fonction publique en a marre de payer les pots cassés d'une politique fiscale incapable de financer des services publics de qualité permettant de répondre aux besoins du canton et de la population. Présenté mi-septembre, le PB 2019 du Conseil d'Etat fait peser les économies souhaitées à plus de 50% (soit 79 millions) sur le dos de la fonction publique. Ces mesures, qui visent les salaires mais également les postes et les prestations, sont inscrites dans un PFQ 2019-2022 prévu pour compenser un déficit estimé de 500 millions. Ceci sans tenir compte des baisses d'entrées fiscales futures, avec l'entrée en vigueur de la RFFA (réforme de la fiscalité des entreprises) qui se chiffreront en centaines de millions par an.

Les 3 mesures d'économies sur la fonction publique présentées par le Conseil d'Etat

- 1) **Non-indexation des salaires durant 4 ans, sur l'entier du PFQ, avec une économie de 153 millions selon les projections de l'inflation ;**
- 2) **Suspension de l'annuité une année sur deux (2019 et 2021) avec une économie de 81 millions ;**
- 3) **Engagement à moins 2 classes salariales avant nomination avec une économie de 36 millions ;**

Ces mesures inacceptables s'inscrivent dans un discours d'austérité, alors que les indicateurs économiques démontrent le contraire : PIB qui augmente de 2,4%, la masse salariale de 3.2%, etc. selon les chiffres de l'OCSTAT. La crise budgétaire de l'Etat, c'est bien celle des recettes. Un débat de fond doit avoir lieu sur les priorités cantonales et la perception fiscale. Il est inacceptable que les salarié-e-s, et en particulier ceux de la fonction publique, paient pour les riches et dans la perspective de RFFA.

Prévoir la non indexation des salaires sur 4 ans reviendrait à donner un chèque en blanc au Conseil d'Etat et ce alors que l'inflation augmente (1.5% cette année). La fonction publique n'a pas amélioré son pouvoir d'achat depuis 2010, les salaires ont baissés du fait de l'augmentation des cotisations CPEG, du blocage des annuités, l'augmentation des primes d'assurance maladie.

Suspendre l'annuité ainsi que les effets cumulés des blocages d'annuités précédents bloquent le salaire de la carrière entière. Ces blocages sont contraire à la LTrait et donc la fragilise encore davantage.

Engager le personnel à moins 2 classes avant nomination est un retour en arrière. En 2001, cela a été supprimé car considéré comme injustifiable tant par le Conseil d'Etat que le Cartel (attractivité réduite, pénalisation des jeunes). De plus, à l'engagement, les droits sont très restreints (perte de gain et assurance maternité réduites ou inexistantes, précarité, pas de reclassement, etc.). Le rachat des cotisations à la CPEG lors d'une « promotion » sera entièrement à la charge des employé-e-s.

Nos revendications

Nous nous mobiliserons :

Pour une fiscalité à même d'assurer des services publics adaptés à la population et une meilleure redistribution des richesses.

Pour préserver des prestations et allouer les moyens nécessaires au terrain et institutions

Pour des effectifs immédiats dans certains services et institutions afin de faire baisser les cadences infernales, préserver la santé du personnel et la qualité des prestations (500 postes de terrain manquant aux HUG et plus de 10% du personnel intérimaire ; 92 postes manquant à l'HG, des postes pour nombreux services car des milliers de dossiers sont en attente à l'OCPM, l'IMAD est sous dotée avec 15% d'absence, ...).

Contre les attaques aux salaires et au pouvoir d'achat de 45000 personnes. Pour des moyens supplémentaires pour ajuster les subventions et respecter les mécanismes salariaux du secteur subventionné.

Pour Conserver une CPEG attractive et des rentes suffisantes en particulier pour les bas salaires. Le soutien au PL 12228 avec le versement d'une capitalisation suffisante.

Pour une politique salariale transparente. Le PL Trait 12193 (SCORE) est suspendu durant une reprise de discussion. L'absence de transparence dans l'établissement du salaire laisse place aux discriminations.

Dans ce contexte d'attaques aux conditions de travail et salariales, nous voulons aussi revendiquer

La mise en place d'une politique de ressources humaines de bon sens, remettant les compétences métiers et la santé du personnel au centre. Stopper la gouvernance par la sanction et la gestion du personnel uniquement sous le prisme d'indicateurs chiffrés. Les employeurs doivent s'attacher à protéger la santé du personnel. Nous revendiquons notamment des aménagements de fins des carrières, une réduction du temps de travail, l'élargissement du plan pénibilité, l'amélioration des assurances sociales, une mobilité choisie, etc.)

Le maintien et l'amélioration des droits syndicaux

La mise en application des principes permettant l'égalité entre femmes et hommes dans les services publics et subventionnés. En 2016, le canton de Genève a signé la Charte pour l'égalité dont l'égalité salariale. Des mesures doivent être promues dans la fonction publique (des véritables droits aux congés parentaux, des crèches sur lieux de travail, des droits aux aménagements de temps de travail et des taux d'activités vers le bas/haut tenant compte des situations familiales, une amélioration immédiate des assurances sociales qui permette la perte de gain et la pleine assurance maternité dès l'engagement quel que soit le statut, une politique de prévention des risques et du harcèlement visible, etc.).

CPEG : le train de mesures structurelles a été voté, mobilisons-nous pour nos rentes ! Suites aux pressions de l'autorité de surveillance et en l'absence d'une loi de recapitalisation, le comité de la CPEG a dû voter un train de mesures pénalisant les rentes. Il ne sera pas mis en œuvre si un projet de loi de recapitalisation est voté dans l'année. Il est donc encore temps de nous mobiliser pour le maintien de nos rentes en faisant entendre notre voix aux parlementaires

Mobilisons-nous contre ces attaques à nos salaires, nos rentes, et pour des prestations de qualité qui vont devenir très dure avec RFFA !